



ÉLÉMENTS D'INFORMATION
SUR LE VIH ET LE SIDA ET
LA BANQUE MONDIALE



La Banque mondiale appuie les réponses nationales détaillées au VIH/SIDA portant sur des efforts efficaces de prévention, prise en charge, traitement et atténuation.



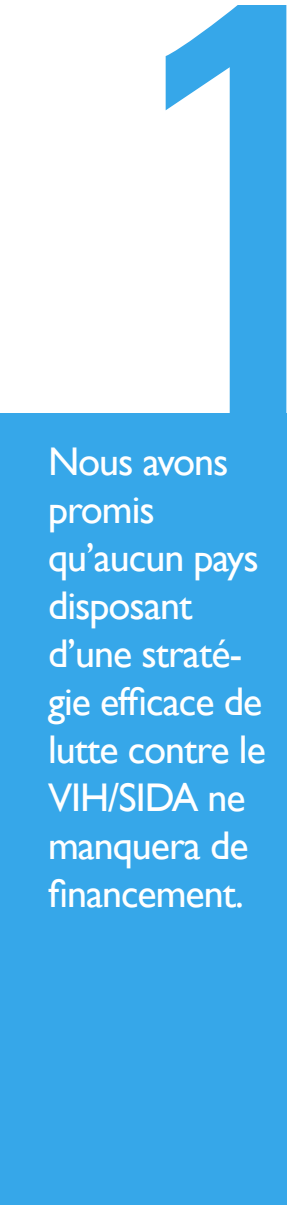
Nous collaborons avec les pays et les autres partenaires pour prévenir les nouvelles infections, élargir l'accès au traitement et à la prise en charge et aider les familles et les communautés à atténuer les effets du VIH et du SIDA. Nous agissons par le biais de prêts concessionnels et de subventions, d'appui technique, d'analyse, et de dialogue au sujet des orientations politiques.

Le **Programme d'action mondial de lutte contre le VIH/SIDA de la Banque mondiale** souligne cinq domaines prioritaires d'action de notre appui conformément à notre engagement au respect du principe des « Trois unités » selon lequel chaque pays dispose d'un plan stratégique national, d'une autorité nationale de coordination et d'un système national de suivi et évaluation. Les domaines interdépendants d'action sont :

- 1 l'appui au **renforcement des stratégies nationales de lutte contre le VIH/SIDA**, permettant d'en préciser l'ordre de priorité, de les fonder davantage sur les faits démontrés et de mieux les intégrer aux processus nationaux de planification ;
- 2 un **financement** durable des programmes nationaux et régionaux de lutte contre le VIH/SIDA et du renforcement des systèmes de santé;
- 3 **accélérer la mise en œuvre** des plans des programmes nationaux;
- 4 renforcer les systèmes nationaux de **suivi et évaluation** et les capacités de collecte, d'analyse et d'utilisation des données ; et
- 5 produire et échanger les **connaissances** par le biais des évaluations et autres travaux d'analyse, de façon à approfondir l'impact des programmes.

Nous sommes un membre fondateur de l'ONUSIDA – le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA - et sommes représentés au Conseil d'administration du Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme. Nous participons pleinement aux efforts de la communauté mondiale de développement visant à améliorer l'efficacité de notre appui en termes d'élargissement de l'accès aux services de prévention, de prise en charge et de traitement.





Nous avons promis qu'aucun pays disposant d'une stratégie efficace de lutte contre le VIH/SIDA ne manquera de financement.

Depuis 1988, nous avons fourni plus de 2,7 milliards de dollars US dans le cadre de plus de 100 projets, sous forme de subventions, de crédits et de prêts – constituant ainsi une des sources majeures de financement de la lutte contre le VIH/SIDA au monde. Le Programme plurinational de lutte contre le VIH/SIDA (PPS) pour l'Afrique a engagé 1,2 milliards de dollars US pour aider les pays à élargir leurs programmes nationaux de prévention, prise en charge et traitement. Un programme similaire dans les Caraïbes a fourni 111 millions de dollars US à l'intention de 9 pays et un projet régional. Une série de projets en Inde et au Brésil ont aidé à établir des organismes et des compétences efficaces de lutte contre le VIH/SIDA au niveau national et étatique, à impliquer les ONG dans les activités de prévention et de prise en charge, à sensibiliser le public, à renforcer l'engagement politique et améliorer la surveillance. Grâce aux investissements réalisés par le Brésil en matière de prévention et de traitement, la prévalence du VIH est restée inférieure à 1% et le nombre de décès liés au SIDA a baissé de moitié. Les tendances des niveaux de prévalence en Inde donnent des signes prometteurs. Le financement récent de la Banque inclut une subvention appuyant les efforts du Vietnam en matière de prévention des infections au VIH et de réduction de la stigmatisation et de la discrimination, en accord avec la stratégie nationale, transférant la majorité des fonds directement aux provinces et aux villes. Le Liban est le premier pays du Moyen Orient qui reçoit une subvention pour renforcer le suivi, l'évaluation et la surveillance du VIH. De nouveaux projets en Érythrée et en Angola appuient des démarches pluridisciplinaires de réponse au paludisme, à la tuberculose et la santé de la reproduction, ainsi qu'au VIH. L'appui récent apporté au programme de lutte contre le VIH/SIDA au Burkina Faso est intégré au programme sur les systèmes de santé. D'autres sources majeures de subventions existent à présent pour la lutte contre le VIH ; néanmoins, notre financement reste important, surtout dans les pays où pour les interventions qui ne sont pas financés par d'autres et pour faire en sorte qu'un financement soutenu, à long terme et prévisible soit maintenu.

Un nouveau service, Stratégie et plan d'action en matière de lutte contre le SIDA (ASAP), localisé au siège de la Banque mondiale au nom de l'ONUSIDA, aide les pays à renforcer leurs stratégies et plans d'action en matière de lutte contre le SIDA. Des stratégies et des plans dont les priorités sont plus précises, qui sont fondés sur les faits démontrés, qui peuvent être mis en œuvre de façon efficace et efficiente, avec des objectifs précis et faisant preuve, d'une responsabilisation et d'un établissement des coûts clairs et disposant de bons plans de suivi et évaluation donneront des résultats plus solides.

La prévention des infections au VIH reste un élément vital de la lutte dans chaque pays. Une prévention efficace se concentre sur les comportements qui contribuent le plus aux nouvelles infections. Dans de nombreux pays, les groupes faisant preuve d'un comportement à risque incluent les travailleurs sexuels, les usagers de drogues intraveineuses et les personnes ayant plusieurs partenaires sexuels en même temps. Parvenir à une couverture élevée des groupes vulnérables, souvent marginalisés, exige la coopération d'un ensemble d'acteurs, comme les communautés et les pairs, les ONG, la police et les agents sanitaires et sociaux.

Notre financement aide à faire parvenir les services de prévention et d'appui aux groupes sujets à un risque élevé d'infection dans de nombreux pays, notamment le Bangladesh, le Brésil, l'Inde, la Jamaïque, le Liban, le Pakistan, le Sri Lanka et les pays qui longent l'axe routier Abidjan-Lagos, en Afrique de l'Ouest. Une subvention accordée dans le cadre de l'Initiative de lutte contre le SIDA dans la région des Grands Lacs appuie les efforts de cette région, dans sa phase post-conflit, relatifs aux réfugiés et aux personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays. Dans de nombreux cas, les organisations de la société civile sont des partenaires importants.

Dans beaucoup de pays d'Europe de l'est et d'Asie, la majorité des nouvelles infections proviennent de l'injection de drogues. Par conséquent, il est vital de pouvoir atteindre les usagers de drogues intraveineuses (UDI) par le biais d'activités et de services de réduction des préjudices qui garantissent que les personnes qui incapables de cesser l'injection de drogues illicites puissent au moins réduire au minimum leur risque d'infection au VIH ou à l'hépatite. À cet égard, les programmes d'échange des seringues décroît la circulation des pathogènes transmissibles par le sang par le biais de seringues infectées et encourage une évacuation sûre de l'équipement utilisé. En collaboration avec les gouvernements, les organisations de la société civile et les autres partenaires, nous appuyons les efforts de réduction des préjudices dans la Fédération de Russie, en Moldavie et en Asie du sud et centrale. Au Vietnam, une démarche pilote à base communautaire intégrant les activités de réduction des préjudices par le traitement et la prise en charge est financée dans deux villes et une province, sous l'égide d'une collaboration entre les ministères de la santé, du travail, des invalides et des affaires sociales. Les études montrent que la réduction des préjudices donne des résultats. Lorsqu'ils ont un choix, les UDI qui participent aux échanges de seringues cessent rapidement de réutiliser celles qui ont déjà servi.



Notre appui
fait ressortir
la prévention efficace
du VIH dans
chaque pays.



YOSEF HADAR / WORLD BANK PHOTO LIBRARY



CURT CARNEMARK / WORLD BANK PHOTO LIBRARY

3

Nous aidons les pays à élargir l'accès aux soins.

Dans les pays à revenu bas et moyen, le nombre de personnes bénéficiant d'un traitement antirétroviral a triplé, passant de 400.000 en 2003 à 1,3 millions en 2005, mais des millions de personnes ont toujours besoin de traitement. Avec notre appui, le Brésil a pris la mesure décisive garantissant la gratuité du traitement à tous ceux qui en ont besoin. Nous avons collaboré avec la Fondation Clinton, entre autres, dans le cadre de la négociation pour la réduction des prix des médicaments contre le SIDA et nous appuyons les efforts d'élargissement de l'accès au traitement dans de nombreux pays d'Afrique et des Caraïbes. Avec l'appui de nos projets, le nombre de structures proposant le traitement au Malawi est passé de 3 au début de 2003 à 60 en 2005 et de 3 à plus de 110 en Zambie. Au Rwanda, nous avons financé le traitement antirétroviral de plus de 3.000 patients pendant plus de deux ans et élaboré un modèle provincial, actuellement financé par PEPFAR et le Fonds mondial. Le Projet d'accélération du traitement collabore avec les ONG locales et internationales au Burkina Faso, au Ghana et au Mozambique, testant différentes méthodes d'élargissement de la couverture du traitement antirétroviral, surtout à l'intention des personnes pauvres. En une année et demi seulement, ce projet a contribué à la prestation du traitement et la prise en charge d'au moins 20.000 personnes, tout en maintenant des taux d'adhérence au traitement de plus de 95% ; il permet de dégager et d'échanger des leçons cruciales au sujet des méthodes les plus réussies et les plus responsables d'élargissement du traitement, de la promotion de l'adhérence au traitement et de la prévention, du suivi de la résistance aux médicaments et les façons de la réduire, et de l'amélioration de l'efficacité des programmes.

Malgré la baisse des prix des médicaments, des défis majeurs, en termes de ressources, d'infrastructures et de budgets, à l'expansion de la couverture du traitement et sa durabilité existent dans les pays. Nous finançons des investissements visant à renforcer les systèmes de santé et collaborons avec les pays pour mieux intégrer la lutte contre le VIH dans les plans nationaux élargis de développement, en tant qu'étape vers un financement à long terme, durable et prévisible. Notre analyse, réalisée en collaboration avec le ministère de la santé de la Thaïlande, des coûts, avantages et implications de la prestation du TAR a aidé la Thaïlande à réfléchir à des régimes abordables et efficaces de traitement et a contribué au débat national sur la nécessité de fortifier les activités de prévention, ce qui réduira la demande future de traitement. Une étude similaire des coûts, actuellement en cours en Inde, sera instructive dans le cadre de la réflexion sur l'élargissement de la couverture du traitement.

4

Aider les pays à améliorer le suivi et évaluation est une haute priorité.

Le suivi et évaluation (S&E) est crucial car il permet de suivre et comprendre l'épidémie du VIH et la réponse apportée et d'utiliser les résultats pour améliorer les programmes. Localisée au siège de la Banque mondiale, l'Équipe mondiale d'appui au suivi et évaluation en matière de lutte contre le VIH/SIDA (Global HIV/AIDS Monitoring and Evaluation Support Team - GAMET) fut établie par la famille ONUSIDA pour améliorer les capacités et les systèmes nationaux de S&E national. Les spécialistes en S&E de GAMET, basés principalement dans les pays en développement, apportent un appui rapide, intensif, souple, pratique et expert en S&E sur le terrain à 45 pays dans 4 continents. L'équipe collabore, de façon rapprochée, avec les autres agences et bailleurs de fonds, aidant les pays à améliorer la collecte et l'analyse des données, à élaborer une base d'informations concrètes permettant d'évaluer l'avancement et de prendre les décisions relatives aux programmes. Quelques exemples de résultats pratiques obtenus : L'Érythrée, l'Inde, l'Indonésie, la Jamaïque, le Liban et le Kenya ont développé des cadres de S&E, selon un processus hautement consultatif avec les parties prenantes; l'Angola, la Gambie, la Guyane, la République du Congo et le Swaziland disposent de Plans opérationnels de S&E qui ont été convenus avec les parties prenantes et ont estimé les coûts de leur mise en œuvre ; le Burkina Faso, le Cameroun, le Ghana, l'Indonésie, le Malawi, le Nigeria et la Papouasie-Nouvelle-Guinée actualisent leurs Plans de S&E de façon à refléter les nouvelles stratégies nationales de lutte contre le VIH/SIDA ; et la Jamaïque, le Rwanda, le Swaziland, le Vietnam et la Zambie commencent à disposer de systèmes de S&E qui peuvent gérer les données et communiquer les résultats. Nous fournissons également un appui financier et technique aux associations régionales des Caraïbes et d'Afrique pour renforcer leur surveillance en matière de VIH et de SIDA.



© 1991 LIZA NICKERSON/CCP, COURTESY OF PHOTOSHARE



5

Nous appuyons les activités de lutte contre le VIH dans de nombreux secteurs différents.

Outre le travail crucial du secteur de la santé, une réponse efficace au VIH et au SIDA nécessite également l'action et l'implication de nombreux autres secteurs. Les activités de lutte contre le VIH sont de plus en plus incluses dans les projets, financés par la Banque, d'éducation, de transport, d'infrastructure, de développement urbain, d'hydraulique et d'hygiène. Tous les contrats de construction sous financement de la Banque doivent désormais inclure les activités de réponse au VIH – portant habituellement sur l'information et la distribution de préservatifs, mais également la prise en charge. Dans un nombre croissant de pays d'Europe de l'est et d'Asie, les projets impliquent les ministères chargés des affaires juridiques, judiciaires, de la police, des prisons et de la solidarité sociale pour créer des milieux permettant la prestation de services destinés aux travailleurs sexuels, aux prisonniers et aux forces armées. En Inde, tous les secteurs principaux participent à l'élaboration et à la mise en œuvre de la phase suivante du programme national. En Amérique latine et dans les Caraïbes, nos projets appuient l'élaboration et la mise en œuvre de plans de réponse au VIH de nombreux ministères. Avec notre appui technique, les évaluations des lois en Guyane, à Grenade, Sainte-Lucie et Saint-Vincent-et-les-Grenadines forment la base des réformes juridiques répondant à la stigmatisation, la discrimination et aux droits humains des personnes vivant avec le VIH, ainsi qu'une protection accrue des orphelins du SIDA. Un projet sous-régional innovant de lutte contre le VIH en Afrique se concentre sur la prévention et la prise en charge aux postes de frontières tout au long de l'axe routier Abidjan-Lagos. De nombreux projets de transport en Afrique incluent désormais des activités de prévention du VIH au sein du personnel des transports et des groupes qu'ils rencontrent au cours des trajets. Des efforts spéciaux visant à accélérer la réponse du secteur de la santé au VIH ont été réalisés dans 35 pays d'Afrique, appuyant des interventions dans les écoles et les communautés et commencent dans les Caraïbes, en collaboration avec le Partenariat pan-Caraïbes de lutte contre le VIH/SIDA, les ministères de l'éducation et l'UNESCO.

Les personnes vivant avec le VIH, les ONG, les groupes communautaires, les organisations de services relatifs au SIDA et les groupements confessionnels sont des partenaires essentiels de la réponse de tout pays au VIH. Ils peuvent affecter les normes culturelles, les croyances et les attitudes, percer le déni et la stigmatisation et créer des milieux sociaux favorables en réponse au VIH. Notre collaboration avec les gouvernements appuie la participation active de ces groupes, encourageant les modifications aux politiques le cas échéant, canalisant les fonds directement aux communautés affectées et soutenant le travail des organisations de la société civile, particulièrement dans le cas des groupes à risque élevé qui sont difficiles à atteindre. Les groupes de la société civile tiennent une place critique dans les programmes nationaux de lutte contre le SIDA en Asie du sud et contribuent à la formulation des politiques et à l'élaboration et la mise en œuvre des programmes. Le Programme plurinational de lutte contre le SIDA en Afrique a financé plus de 50.000 sous-projets à l'intention des ONG, des organisations confessionnelles et des communautés. Les communautés ont fermé les bars et les maisons de prostitution près des écoles au Bénin, ont organisé des paniers alimentaires pour les personnes souffrant du SIDA en Tanzanie et ont provoqué une discussion sur le SIDA dans les villes, villages, écoles et logements sur l'ensemble du continent. En Amérique centrale, la prévention de la transmission du VIH au sein des populations qui se déplacent – migrants, travailleurs saisonniers et sexuels – aidera à empêcher la propagation de l'épidémie. Le Projet régional de lutte contre le VIH/SIDA d'Amérique centrale a utilisé un processus ouvert et concurrentiel pour sélectionner les sous-projets de prévention avec les ONG qui sont bien placées pour travailler avec ces populations. Le Réseau des personnes vivant avec le VIH/SIDA des Caraïbes est un partenaire actif et le Partenariat pan-Caraïbes de lutte contre le VIH/SIDA aide à mettre en œuvre le projet régional de lutte contre le VIH/SIDA que nous finançons. Le Gouvernement de la Guyane canalise nos fonds vers les organisations confessionnelles, les syndicats, les ONG et les organisations à base communautaire qui fournissent l'information, l'éducation par les pairs, la formation professionnelle, les soins à domicile, le conseil et dépistage volontaire, l'appui psychologique; et pour aller vers les groupes autochtones, les jeunes, les mineurs, les travailleurs sexuels, les cultivateurs, les orphelins et les personnes vivant avec le VIH et leurs familles.

6

Nous encourageons la pleine participation de la société civile, des ONG et des personnes vivant avec le VIH.



WORLD BANK PHOTO LIBRARY



ERIC MILLER / WORLD BANK PHOTO LIBRARY

7

Nous collaborons avec le milieu des affaires pour accentuer la réponse du secteur privé au VIH/SIDA.

Le VIH peut présenter des défis énormes au secteur des affaires. Il affecte les ouvriers, les gestionnaires et les marchés. Les entreprises sont confrontées à des coûts accrus – prestations médicales et autres services, recrutement et formation – et à une réduction de la productivité due à l'absentéisme, au remplacement de la main d'œuvre et aux déperditions de personnel expérimenté. Reconnaissant que la problématique du SIDA relève non seulement du développement et de l'humanitaire, mais aussi des affaires, la Société financière internationale (SFI), agence du Groupe de la Banque mondiale pour le secteur privé, encourage ce dernier à participer à la réponse à l'épidémie. Depuis 2000, le programme de lutte contre le SIDA de la SFI a collaboré avec plus de 30 entreprises en Afrique et en Asie du sud pour formuler, mettre en œuvre et administrer des programmes efficaces de lutte contre le VIH/SIDA dans leurs lieux de travail et communautés avoisinantes. En Afrique, le programme a formé 30 petites entreprises au Kenya, en Afrique du Sud et au Mozambique sur les méthodes d'atténuation de l'impact du VIH/SIDA sur leur fonctionnement. En Inde, quatre sociétés clientes (couvrant près de 20 structures dans l'ensemble du pays) doublent les fonds qu'elles perçoivent auprès de la SFI et répondent au VIH sur leurs lieux de travail, dans les structures cliniques et auprès des communautés à risque. Dans la Fédération de Russie, le programme de lutte contre le SIDA de la SFI a lancé une étude sur l'utilisation des lieux de travail pour la dissémination des messages relatifs à la santé et pour montrer l'effet de la santé des employés sur les profits des sociétés. La Banque a également coparrainé un Sommet des affaires sur le VIH en Russie. Nos prêts et subventions relatifs à la lutte contre le VIH ont aussi appuyé les coalitions d'entreprises pour la lutte contre le VIH/SIDA dans 25 pays d'Afrique. À Sainte-Lucie et Trinité-et-Tobago, le secteur privé coparraine des activités appuyées par notre financement, comme le festival de jazz et le carnaval, insérant des informations sur le VIH et le SIDA aux festivités.

www.ifc.org/ifcagainstids

Nos études analytiques sur des pays et des régions spécifiques portent sur de nombreux sujets, contribuant aux décisions et programmes nationaux. Tous nos rapports sont disponibles en ligne à : www.worldbank.org/aids. Des études récentes ont évalué les systèmes nationaux de surveillance, les effets socio-économiques du SIDA en Russie, en Ukraine et dans la région du Moyen Orient et de l'Afrique du nord; l'impact de la première campagne éducative publique sur le VIH et le SIDA en Russie; et les systèmes de patentes et d'enregistrement des médicaments contre le SIDA en Russie. Un autre travail d'analyse a permis à l'Argentine d'évaluer les stratégies de prévention les plus efficaces en termes de coût, a examiné les options d'élargissement de la réponse dans la région des Andes et a procédé à une évaluation de la communication pour le changement des comportements en Amérique latine et dans les Caraïbes. En Inde, une évaluation des choix d'orientations politiques a exploré les effets possibles de la combinaison de la thérapie antirétrovirale et de la prévention ; au Bhoutan, une étude a évalué la réponse nationale et les possibilités de l'expansion de l'action ainsi que les défis qu'elle représente. Une nouvelle analyse des données existantes et des vecteurs principaux de l'épidémie dans les pays d'Asie du sud souligne les différences et les éléments communs des tendances de l'épidémie et identifie les parties des programmes nécessitant une accentuation supplémentaire. Une étude réalisée en Indonésie examine les façons d'améliorer la surveillance et d'affecter des ressources aux interventions de prévention les plus efficaces en termes de coût. Des travaux de recherche sur le terrain en Afrique ont examiné la situation et les besoins des enfants orphelins du SIDA, des familles prenant en charge les personnes vivant avec le VIH, ainsi que des réfugiés, les populations déplacées et migrantes et des communautés d'accueil dans les pays de la région des Grands Lacs. Les évaluations de notre travail et des programmes que nous appuyons font ressortir les leçons dégagées.



Notre travail
d'analyse
cherche à mieux
comprendre
l'épidémie
et la façon
d'y répondre
plus
efficacement.

HEALTH, NUTRITION, and POPULATION SERIES



AIDS in South Asia

*Understanding and Responding
to a Heterogeneous Epidemic*



THE WORLD BANK



SCOTT WALLACE / WORLD BANK PHOTO LIBRARY



Nous collaborons avec les pays et les partenaires pour renforcer les compétences et les capacités de mise en œuvre des programmes de lutte contre le VIH/SIDA.

Nos services d'appui technique, de conseil et de formation sont fournis de plusieurs façons. Les manuels, les outils et les directives offrent un appui pratique pour l'élaboration de programmes nationaux de lutte contre le VIH, le suivi et évaluation, les questions de genre, l'intégration des passations de marchés et des décaissements et l'insertion du VIH dans les programmes sur la première enfance, les opérations minières et le travail des gouvernements locaux. L'Équipe de la Campagne de lutte contre le SIDA en Afrique (ACTAfrica) appuie l'échange des connaissances et des informations entre pays en organisant des réunions régulières des spécialistes du SIDA. L'Institut de la Banque mondiale abrite souvent des visioconférences internationales permettant aux cadres des gouvernements et aux ONG du monde entier d'échanger des connaissances et des expériences. Les conférences les plus récentes ont porté sur la mise en œuvre du principe des « Trois unités », l'intégration de la lutte contre le VIH dans les Stratégies de réduction de la pauvreté, la lutte contre la stigmatisation et la discrimination sur les lieux de travail, les programmes destinés aux jeunes, le VIH et l'invalidité, la dimension genre et les problématiques juridiques de la lutte contre le VIH/SIDA, et les échanges d'expériences entre les pays d'Amérique centrale et des Caraïbes. À Téhéran, l'Iran et la Banque mondiale ont collaboré avec le gouvernement, les Nations Unies et les équipes de la Banque mondiale en Europe, en Asie et au Moyen Orient pour tenir une consultation interrégionale sur le SIDA parmi les usagers de drogues intraveineuses, en réponse à la demande des pays souhaitant s'informer au sujet des programmes de réduction des préjudices. En collaboration avec l'OMS et l'UNICEF, entre autres partenaires, nous avons formé plus de 600 personnes, provenant de près de 100 pays à la passation des marchés et à la logistique relatifs aux médicaments contre le SIDA et les fournitures y associées. Nous avons utilisé la Démarche des résultats rapides pour accélérer la mise en œuvre de programmes au Yémen, au Sri Lanka et en Tanzanie en appuyant, avec les cadres du gouvernement, la réalisation d'objectifs significatifs en 100 jours.

Étant l'un des nombreux partenaires au développement appuyant les programmes nationaux de lutte contre le VIH/SIDA, nous sommes pleinement engagés à poursuivre les efforts actuels visant à améliorer la coordination en vue d'une harmonisation et d'un alignement accrus de notre appui avec les réponses nationales. L'objectif est d'apporter un appui plus efficace et plus efficient, d'obtenir des résultats plus rapides en termes d'élargissement vers un accès universel aux services de prévention, de traitement et de prise en charge. Nous essayons de réaliser les « Trois unités » dans chaque pays – une autorité nationale de coordination en matière de VIH/SIDA disposant d'un mandat multisectoriel ; un cadre national d'action et un système national de suivi et évaluation en matière de VIH/SIDA. Nous faisons partie de l'Équipe mondiale pour l'amélioration de la coordination des activités des institutions multilatérales et des bailleurs internationaux en matière de lutte contre le SIDA et travaillons de façon rapprochée avec le Secrétariat de l'ONUSIDA et autres partenaires, PEPFAR et le Fonds mondial pour mettre en œuvre ses recommandations. Plusieurs organisations internationales mettent en œuvre et financent, conjointement, les activités du projet régional de lutte contre le SIDA en Asie centrale. Dans les Caraïbes, cinq bailleurs de fonds ont entrepris une revue commune des réponses nationales et régionales et des programmes appuyés par les bailleurs ainsi que de la collaboration, et se sont joints à sept programmes nationaux et l'organisation régionale de lutte contre le SIDA pour réfléchir aux moyens d'avancer de façon plus efficace. Les réunions habituelles de la Banque mondiale, dans le cadre de la supervision du Projet régional de lutte contre le VIH/SIDA en Amérique centrale, ont un objectif beaucoup plus large et incluent d'autres bailleurs ainsi que les activités qu'ils appuient. Ceci permet d'économiser du temps et réduit les coûts des équipes nationales qui se déplacent pour les réunions, tout en facilitant la coordination des efforts régionaux.

Ce qui fut, au départ, une réponse d'urgence s'est transformée en un engagement de développement à long terme. Nous collaborons avec les pays et les autres partenaires au développement pour prévenir les nouvelles infections et soigner et prendre en charge les personnes infectées et affectées par le VIH. Des millions de vies et les perspectives de développement de nombreux pays sont en jeu.

10

Davantage
d'harmonie et de
coordination avec
les partenaires
nous permettent
d'appuyer les pays
de façon plus
efficace et plus
efficiente.



SHEHZAD NOORANI / WORLD BANK PHOTO LIBRARY



WWW.WORLDBANK.ORG/AIDS

The Global HIV/AIDS Program

The World Bank
1818 H Street, NW
Washington DC 20433 USA

www.worldbank.org/AIDS

Tel: 202 458 4946

Fax: 202 522 1252

wbglobalHIVAIDS@worldbank.org